

Préparatifs précoces pour des vacances agréables

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 4138 - Lundi 3 avril 2017 - Prix : 10 DA

Elle prétendait être une proche
de hautes personnalités

Une femme escroc
arrêtée à Boumerdès

Page 24

Sellal à propos de la construction automobile

Vers l'exportation du tiers de la production nationale

Page 3

Le bon taux de
participation
pour le FLN

Par Mohamed Habili

Le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès, a estimé dernièrement la participation aux législatives du 4 mai à 50% des inscrits. Cependant il n'a pas dit sur quoi il s'est basé pour être parvenu à ce chiffre – dans l'absolu modeste, mais rapporté à son objet, en nette progression par rapport aux taux des deux dernières échéances du même ordre, qui, on s'en souvient, étaient inférieurs à 45% mais pas de trop. Dispose-t-il d'un sondage dont il ne veut pas révéler les résultats, ni l'existence ? On ne lui fera pas l'insulte de penser que c'est au pifomètre qu'il l'a calculé. Le plus probable est qu'il n'a pas de sondage bien coïncé sous le coude, qu'il n'a fait en l'occurrence que hasarder une projection raisonnable et à ce titre proche du taux de participation découlant directement de l'expérience. A tout prendre 50% n'est pas trop éloigné de 45%. C'est 45% mais en quelque sorte revu et corrigé par l'optimisme naturel chez un membre du FLN. Si au lieu de tourner autour de 50% la participation se maintenait à son niveau «expérimental» de 45%, Ould Abbès aura encore toutes les raisons de faire valoir que somme toute il ne s'était pas trompé de beaucoup. Ce qui importe pour ceux qui sont au pouvoir, c'est qu'il n'y ait pas reculé par rapport à la dernière fois. Ils se contenteraient de 46% de participation en lieu et place de ce sommet de 50%, qui les comblerait s'il se réalisait, car il est supérieur à celui d'il y a cinq ans.

Suite en page 3

Commerce extérieur

La liste des produits à importer enfin connue



Ph/D. R.

Le ministre du Commerce a rendu publique la liste des produits dont l'importation est soumise à une licence d'importation, au titre de l'année 2017. Au total, 21 produits sont concernés par la mesure. Lire page 2

Béjaïa

Les chantiers du chef-lieu
passés au peigne fin

Page 4

Présentée à Alger

La pièce «Tacequft Tanegarut»
plaide pour l'amour contre la guerre

Page 13

Commerce extérieur

La liste des produits à importer enfin connue

■ Le ministre du Commerce a rendu publique la liste des produits dont l'importation est soumise à une licence d'importation, au titre de l'année 2017. Au total, 21 produits sont concernés par la mesure.

Par Meriem Benchaouia

L'ouverture des contingents prendra fin le 15 avril prochain pour les importateurs intéressés. Quant aux produits en question, ils sont compartimentés en industriels, agricoles et agricoles transformés. Ces contingents sont ainsi ouverts conformément au décret exécutif 15-306 de 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises, selon un avis publié sur le site web du ministère. La liste porte sur 21 catégories de produits industriels et agricoles. Il s'agit, pour les produits industriels, des véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles destinés à la revente en l'état, à l'exclusion de certaines sous-positions tarifaires (quinze), la collection destinée aux industries de montage et les véhicules spéciaux et engins (camions, ambulances, engins). La liste comporte également l'acier rond à béton, comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi



une torsion après laminage et de l'acier rond à béton du type utilisé pour armature pour béton (contenant en poids moins de 0,25% de carbone). Le fil machine, comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, le fil machine du type utilisé pour armature pour béton (de section

circulaire d'un diamètre inférieur à 14 mm), les bois (bois blanc, bois rouge, bois hêtre, contre-plaqué, les seuls catégories et épaisseurs définies dans les positions tarifaires) ainsi que les céramiques (carreaux et dalles de pavement, carreaux et dalles) sont également concernés par les licences. Pour ce qui est des

produits agricoles et agricoles transformés, la liste inclut les viandes bovines, fraîches ou réfrigérées, les fromages, les citrons frais, les pommes, les bananes, l'orge, les aulx, le maïs, les tourteaux de soja, le concentré minéral vitaminé, les polyphosphates ainsi que le double concentré de tomate, selon le

communiqué du ministère du Commerce. La liste des contingents des produits à soumettre au dispositif des licences «pourrait éventuellement être élargie à d'autres produits et contingents, en temps opportun et dans les mêmes formes que précédemment», a souligné le ministère. Tout opérateur économique, personne physique ou morale, remplissant les conditions conformes à la législation et à la réglementation en vigueur, peut désormais introduire une demande de licence d'importation d'un produit ou d'une marchandise, dont le contingent est ouvert, en déposant le dossier complet, comprenant le formulaire et le questionnaire d'identification téléchargeable sur le site web du ministère du Commerce (www.commerce.gov.dz), une copie du registre du commerce, une copie de la carte d'identification fiscale, une facture proforma indiquant le produit, sa quantité, sa valeur, son origine ainsi que le mode de paiement, un extrait de rôle apuré et une attestation de mise à jour avec la Cnas et/ou la Casnos, selon la même source.

M. B.

Saison estivale

Préparatifs précoces pour des vacances agréables

Un lifting général est entamé au niveau du littoral ainsi que des communes ayant pignon sur mer pour réussir la saison estivale. Nettoyage des périmètres des plages, des surfaces vertes et des forêts, ramassage des sachets en plastique et autres débris rejetés par la mer, nettoyage des aires de jeu et de repos réservées aux familles au niveau de ces espaces de villégiature, ... La saison estivale s'annonce sous de bons auspices, à la faveur des préparatifs tous azimuts menées tambour battant. Ces préparatifs, entamés bien précocement, confèrent d'ores et déjà un look plus agréable au littoral algérien. Rien ne sera laissé au hasard. D'ailleurs, ces wilayas ont entamé, cette année, la mise en œuvre de nombreuses dispositions afin de garantir la réussite de la saison estivale 2017, en attirant le plus grand nombre possible d'estivants. Ces dispositions consistent en le réaménagement et le nettoyage de toutes les plages autorisées à la baignade. Tous les acteurs qui concourent au déroulement de cette saison sont sur le pied de guerre. Il en est ainsi de la Protection civile, de la Gendarmerie et Sûreté nationales, des services de la santé, du commerce, de l'hydraulique et assainissement, du tourisme et artisanat, mobilisés pour son bon déroulement. Pour sa part, la direction générale de la Protection civile (DGPC) a organisé à Sidi Bel-Abbès le 2^e regroupement régional des directeurs de la Protection civile de 24 wilayas du Centre, Ouest et du Sud du pays et ce, dans de la préparation de la campagne estivale 2017. Au cours de cette rencontre, les bilans de l'année 2017 relatifs au dispositif de surveillance des plages et baignade, de prévention et de lutte contre les feux de forêt et palmiers, notamment sur les volets préventif,

organisationnel et opérationnel, seront étudiés afin de mettre en évidence «les difficultés rencontrées et prendre des dispositions pour préparer et améliorer les plans d'actions pour la prise en charge de la campagne estivale 2017», précise la même source.

La DGPC rappelle, dans le même cadre, que son département met en place, comme chaque année, «un dispositif opérationnel destiné à la surveillance des plages autorisées à la baignade et cela durant quatre mois (du 1^{er} juin au 30 septembre), tous les jours de 9h00 à 19h00», précisant que «sur les 608 plages que compte le littoral algérien, 226 ont été interdites à la baignade essentiellement pour cause de pollution et risque particulier, contre 382 autorisées à la baignade qui feront l'objet d'une surveillance par nos secours». L'effectif professionnel affecté au dispositif sera renforcé pour atteindre un total de 17 000 agents mobilisés, soit une augmentation de 2 000 agents supplémentaires par rapport à l'année passée, en plus des moyens matériels supplémentaires prévus pour le dispositif de cette année, particulièrement en ce qui concerne les embarcations pneumatiques d'intervention. La DGPC indique, à ce propos, que la baignade dans les réserves d'eau, «un phénomène qui ne cesse de se généraliser à travers le territoire national non sans provoquer des morts annuellement», a enregistré 106 cas de décès dont la majorité sont des enfants et ce, «malgré les multiples campagnes de sensibilisation initiées durant toute la saison estivale». Par ailleurs, il est souligné que 22 colonnes mobiles et 490 unités d'intervention ont été mobilisées dans le cadre du dispositif de lutte contre les feux de forêt, réparties au niveau des wilayas classées à risque élevé.

Une campagne de volontariat à Boumerdès

La wilaya de Boumerdès a entamé, cette année, de façon précoce la mise en œuvre du dispositif inhérent aux préparatifs de la saison estivale 2017, en vue d'en garantir la réussite.

Une campagne de volontariat est en cours, depuis une semaine, en vue du nettoyage des plages et de la ville de Boumerdès, en prévision de la saison estivale 2017. Outre des groupes SMA (Scouts musulmans algériens) et des enfants des établissements scolaires de la wilaya et autres jeunes relevant des associations locales, des éléments de la Protection civile, dont une équipe de plongeurs, ainsi que différentes directions concernées prennent part à cette action de volontariat.

L'opération englobe, entre autres, le nettoyage des périmètres immédiats des plages, dont les surfaces vertes et les forêts, le ramassage des sachets en plastique et autres débris divers rejetés par la mer au niveau des plages, parallèlement à la réorganisation et nettoyage des aires de jeu et de repos réservées aux familles au niveau de ces espaces de villégiature.

Durant cette campagne de volontariat, une action de sensibilisation est menée en direction des familles et enfants en vacances au niveau des espaces verts et des plages, sur l'importance de la préservation de l'environnement, par le respect des règles d'hygiène et de propreté au sein de ces lieux, comme par exemple déposer les ordures dans les endroits réservés à cet effet. Il s'agit, également, au titre de cette même campagne, de l'aménagement des accès aux plages,

tout en garantissant l'éclairage public à leur niveau, ainsi que des routes y attenantes, des parkings pour les véhicules, l'organisation d'aires de repos et de jeux pour les familles et les enfants, et l'aménagement de douches et d'aires destinées à la vente. Selon ses organisateurs, cette campagne est inscrite au titre des préparatifs de la saison estivale 2017, dont des opérations de nettoyage sont actuellement en cours au niveau de toutes les plages de la wilaya. Les communes côtières concernées sont instruites de «gérer et valoriser» leurs plages de façon à s'assurer des revenus supplémentaires, tout en mettant un terme à l'exploitation illégale de ces espaces, en plus de la mise en place de centres mobiles pour la Protection civile et la Gendarmerie nationale ainsi que leur dotation en commodités nécessaires (douches, salles d'eau et eau potable). Une mesure spéciale a été prise, à l'occasion, en vue d'interdire le «camping anarchique», à travers la création prochaine d'une commission chargée de déterminer les espaces destinés pour ce faire, sur le littoral et dans les forêts de la région.

Des sessions de formation et des actions de sensibilisation seront, en outre, destinées aux gérants des structures d'accueil, établissements hôteliers et agences touristiques de la wilaya, pour améliorer leurs prestations, avec la prise d'une option pour encourager la formule de l'hébergement chez l'habitant, ainsi que l'affectation d'espaces pour la vente des produits de l'artisanat local sur les plages de la wilaya.

Pour que cette saison estivale ne soit plus comme les précédentes, il faut mettre un terme à l'anarchie et au squat des espaces publics.

Louiza Ait Ramdane

Sellal à propos de la construction automobile

Vers l'exportation du tiers de la production nationale

■ L'affaire de l'usine de fabrication automobile Hyundai de Tahkout a rattrapé le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de sa visite de travail, avant-hier, dans la wilaya d'El Oued, où il a annoncé une décision prochaine faisant obligation aux constructeurs automobiles nationaux d'exporter le tiers de leur production au bout de quatre années d'exercice.



Par Linda Nailli

Sur cette affaire qui a éclaté ces derniers jours en pleine période électorale, Sellal, prenant la parole lors de sa rencontre avec les représentants de la société civile à la fin de sa visite, a soutenu que «la commission d'enquête dépêchée récemment à l'usine de fabrication de véhicules de marque Hyundai (Tiaret) de Tahkout Manufacturing Company (TMC) de Mahieddine Tahkout a assuré que celle-ci respectait le cahier des charges relatif à l'investissement dans ce domaine».

En outre, annonçant une nouvelle décision obligeant les constructeurs automobiles nationaux à exporter le tiers de leur production au bout de quatre années d'exercice, le Premier ministre indiquera que l'Algérie veut «avoir une production nationale

à travers un investissement algérien et étranger. Beaucoup de projets sont déjà lancés». «Renault, Mercedes et Hyundai produisent déjà. Volkswagen va bientôt entrer en production», rappellera-t-il. Concernant la marque française du lion «Peugeot», Sellal préfère temporiser ce dossier bien que «nous sommes prêts à signer». Dans ce contexte, le Premier ministre a affirmé que l'industrie automobile nécessitait un passage graduel, de l'industrie de pièces de rechange et des accessoires automobile à des étapes «plus complexes» de la production. Et au Premier ministre de rassurer, à ce propos, que l'Algérie «suivait un modèle économique clair qui ne cesse de se développer». Par ailleurs, déplorant le buzz créé sur la toile selon lequel l'usine mise en place par Tahkout pour assembler et monter des

véhicules de la marque Hyundai, n'est en réalité qu'une véritable arnaque, Sellal estimera qu'il s'agit d'«un bruit fait sur l'usine de Hyundai» et pour lequel la commission d'enquête diligentée sur son instruction avait conclu que les opérations d'assemblage à l'usine Hyundai de Tiaret appartenant à Mahieddine Tahkout se déroulent conformément aux normes. «// (NDRL : Tahkout) applique le cahier des charges et importe entre 25 000 et 36 000 pièces détachées pour les assembler sur place», a assuré le Premier ministre.

Pour rappel, «ce bruit» a suscité un tollé suscité sur les réseaux sociaux qui ont publié, en preuve, des photos laissant voir des conteneurs de divers véhicules Hyundai importés en l'état, complètement assemblés avec des roues démontées destinées à la TMC. D'autres photos

montraient aussi des containers de roues importées qui seraient acheminées vers l'usine de Tiaret pour montage sur les véhicules importés sans roues. Une commission d'enquête, composée d'une vingtaine de membres issus de trois ministères et de l'inspection des Douanes, a été dépêchée par les services du Premier ministre il y a quelques jours afin de procéder à l'inspection de tout le processus d'assemblage des véhicules de la marque sud-coréenne Hyundai à l'usine de TMC, soit de l'arrivée des pièces au port jusqu'au montage final au niveau de l'usine.

D'après les premières conclusions de cette enquête, la commission affirme que les opérations d'assemblage se déroulent dans les normes et sans la moindre infraction.

L. N.

20^e Salon international du bâtiment

Le Batimatec du 23 au 27 avril à Alger

La 20^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2017) se tiendra du 23 au 27 avril au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de quelque 1 300 exposants algériens et étrangers, a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette manifestation économique, co-organisée par la société Batimatec Expo et la Safex, regroupera les industriels, les producteurs et les

concepteurs de produits, de matériaux et de procédés intéressant le bâtiment, la corporation des architectes et urbanistes, les investisseurs, les porteurs de projets ainsi que les financiers et les experts, indiquent les organisateurs dans un communiqué. Batimatec 2017 intervient dans «un contexte difficile, marqué par l'entame d'une nouvelle stratégie de développement économique où le secteur de l'habitat, de la construction, des grandes infrastructures, de l'hydrau-

lique et des travaux publics occupent une place prépondérante», relèvent les organisateurs. Les conférences et les ateliers qui seront organisés en marge du salon aborderont plusieurs thématiques comme l'innovation, l'éco-construction, la sécurité industrielle, la formation aux métiers du bâtiment, l'industrie des ciments et la promotion des produits locaux. Les organisateurs prévoient aussi de mettre en lumière les entreprises nationales (notamment les

PME et les PMI) innovantes, qui proposent des produits conformes aux normes et standards internationaux et qui arrivent surtout à conquérir des marchés extérieurs. L'objectif est de «répondre de manière judicieuse à l'ambition des pouvoirs publics de promouvoir de nouveaux secteurs de l'économie hors hydrocarbures», selon le P.dg de Batimatec Expo, Raouf Stiti, cité dans le communiqué.

Hania

G.

LA QUESTION DU JOUR

Le bon taux de participation pour le FLN

suite de la page Une

Mais ce 50% de participation idéal a un autre avantage, peut-être plus important que le premier : n'étant pas trop éloigné des 45% réalistes ou traditionnels, il ne comporte pas le risque de bouleverser les résultats des partis vainqueurs aux législatives passées, dont au premier chef le FLN. A seulement 45% de participation, le FLN s'était assuré une majorité confortable, comme dirait son secrétaire général, qui évite les expressions triomphalistes et mal sonnantes. A 50% de participation, il n'est pas interdit de penser que le FLN ferait mieux que la dernière fois, mais pas de trop selon toute apparence. Au-delà, à 55% par exemple, ou mieux (ou pire ?) encore à 60%, la projection devient non seulement incertaine, mais risquée, dangereuse même, car là on n'est plus en terrain connu. Une participation qui laisse loin derrière elle les 45% normaux, car répétitifs, ne serait pas a priori souhaitable par le FLN, parce qu'elle impliquerait qu'il y a un électoralat d'habitude passif, ou endormi, qui s'est réveillé. Or le FLN fait le plein de sièges avec une participation oscillant autour de 45%. A une hauteur de 60%, on n'est plus dans les mêmes conditions, on est entré dans quelque chose de nouveau, dont personne ne sait par avance à qui cela profiterait-il, mais dont on peut être sûr que ce ne pourrait être au parti qui lui fait le plein à 45%. Ça peut profiter aux partis islamistes, mais pas nécessairement. Aux sans-partis peut-être, ou aux petits partis. En fait tout est possible, parce qu'à 60% de participation, on est quasiment devant un raz-de-marée électoral. Quand c'est l'urne qui fait le plein, il faut attendre qu'elle soit vidée et entièrement décomptée pour savoir ce qu'elle contient. Voilà pourquoi les partis qui ont obtenu leurs meilleurs résultats à des législatives marquées par une petite participation ne souhaitent pas nécessairement un engouement des électeurs pour le 4 mai prochain, de crainte qu'il ne se fasse contre eux.

M. H.

Béjaïa

Les chantiers du chef-lieu passés au peigne fin

■ Une visite d'inspection des chantiers en cours au chef-lieu de wilaya a été effectuée ces derniers jours par le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab. Ce sont les projets en souffrance qui ont beaucoup plus retenu l'attention du wali qui veut coûte que coûte les booster et surtout rendre la ville propre avant la saison estivale afin de changer son visage de laideur.

Par Hocine Cherfa

Il s'agit de rattraper le retard accusé et surtout procéder rapidement à la remise en état des routes endommagées suite aux travaux de réalisation du réseau d'eaux usées au niveau de la cité Nacéria, de manière à rendre la chaussée propre et mettre fin aux poussières soulevées par les vents et les véhicules de passage et qui finissent dans les maisons des riverains et les narines et poumons des passants. «Le wali a insisté, lors de son inspection des chantiers lancés à travers la commune de Béjaïa, auprès du maire sur la nécessité de privilégier la qualité, la rapidité dans l'intervention», a souligné la cellule de communication de la wilaya. «Efficacité, respect des délais et une bonne organisation des chantiers, telles sont les instructions données par Mohamed Hattab aux intervenants», a-t-on souligné. Et d'ajouter : «Dans le cadre de l'opération d'embellissement de la ville, le



Le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab

chef de l'exécutif a instruit le directeur de l'urbanisme afin de réaménager les trottoirs de la ville, y aménager des espaces verts et des fontaines sèches». Le projet de réalisation de l'école primaire de la cité Boudjelloud

située aux quatre chemins, dont les travaux sont à l'arrêt, a été inspecté. «Le chef de daïra et le président de l'APC ont été invités à intervenir pour permettre la reprise immédiate des travaux et mettre en demeure les respon-

sables du blocage au niveau de l'APC», indique-t-on. «La même instruction a été donnée pour lancer au plus vite les travaux de l'éclairage du nouveau stade de proximité réalisé en gazon synthétique au niveau du stade de

Benellouache». Le directeur de l'urbanisme a été invité à procéder à l'habillage de la station d'épuration lancée au niveau de Bir Slam. Pour le wali, «l'endroit choisi pour celle-ci n'est pas adéquat». «Une réflexion va être prochainement, engagée avec la participation de la direction de l'hydraulique pour l'aménagement de tous les oueds à travers la wilaya de Béjaïa», a-t-il annoncé. Constatant l'état du canal situé à proximité de l'université Targa Ouzemour et du marché hebdomadaire de l'Edimco, il a annoncé que des mesures urgentes seront prises pour son aménagement et son nettoyage. Les travaux seront axés sur le nettoyage et sécurisation du site pour les usagers de la route, entre autres. «Les citoyens doivent contribuer aussi à la préservation de l'oued qui est devenu une décharge à ciel ouvert aujourd'hui», souligne-t-on. La direction de l'hydraulique interviendra par la suite pour réaliser des travaux de bétonnage.

H. C.

26^e édition du 5 au 9 avril à Alger

Plus de 80 exposants au Sicom

Plus de 80 exposants prendront part à la 26^e édition du Salon international de l'informatique, de la bureautique et de la communication (Sicom) qui se tiendra du 5 au 9 avril en cours au Palais des expositions, Pains maritimes (Alger), ont annoncé hier les organisateurs de ce salon spécialisé. «Des entreprises venant de quatre pays (Autriche, Chine, Emirats arabes unies et France) et plusieurs autres entreprises étrangères, représentées par leurs partenaires algériens, participent à cet événement qui est une vitrine des nou-

veautés en matière de technologies de l'information et de la communication», ont indiqué les organisateurs. Placé sous le thème de la réussite de l'économie numérique, le Sicom, dédié aux professionnels du secteur, est considéré également comme un forum d'idées innovatrices et de lieu de riches débats entre les différents participants du secteur (entreprises, administrations et organismes d'Etat, communautés estudiantines et universitaires, grand public, etc.). Pour cette édition, le Sicom sera plus axé, au regard de la

crise qui a largement touché le secteur des TIC, sur la mise en évidence et la participation d'entreprises exerçant des activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois chez les jeunes, a-t-on expliqué de même source. Plusieurs thématiques relatives au Big Data, au Cloud Computing, à l'internet des Objets, à la sécurité des données, à la mobilité et aux réseaux sociaux, seront au cœur de cette 26^e édition. A cette occasion, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales présentera son expérience en la matière,

notamment de numérisation de l'administration, a indiqué la même source, estimant que cette expérience est «un exemple de réussite» qui pourrait servir de modèle et inciter les responsables d'entreprises à mettre en place une stratégie adéquate pour arriver à créer un état d'esprit du numérique. Le salon sera doté d'un espace professionnel de plus de 4 500 m² dédié aux ateliers, au cyber emploi et aux start-up, ainsi que d'un espace vente de 4 000 m².

Filali Y.

Produire de l'électricité à partir du CET de Hassi Bounif

Le biogaz, une source à risque...

La wilaya d'Oran a été retenue pour labrifier un projet-pilote pour produire de l'énergie électrique à partir des biogaz générés au niveau du Centre d'enfouissement technique (CET) de Hassi Bounif (Oran Est), a appris l'APS du directeur de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane. Les biogaz sont des gaz générés par la fermentation de la matière organique en absence de l'oxygène. Dans les CET, une fois qu'un casier est saturé, après avoir contenu quelque 800 000 tonnes de déchets, il est fermé avec une épaisse couche de terre. Les ordures ménagères dans la wilaya d'Oran sont composées à 50% de déchets organiques, selon la directrice de l'EPIC CET Oran, Dalila Chellal, qui estime que les quantités de biogaz produites constituent un important gisement pour la production de l'énergie électrique à partir de la biomasse. L'AND, initiatrice de ce projet écologique, compte le réaliser en partenariat

avec une entreprise algéro-italienne, spécialisée dans le domaine, note son directeur, ajoutant que sa mise en œuvre attend la promulgation de la tarification de la reprise de l'énergie issue de biomasse. En effet, l'exploitation et la commercialisation des énergies nouvelles, dont la biomasse, ne sont pas encore réglementées à l'échelle nationale. Le potentiel énergétique que représentent les déchets urbains et agricoles au niveau national est estimé à 5 millions de tonnes, ce qui correspond à un gisement de l'ordre de 1,33 million de TEP (Tonnes équivalent pétrole) par an, lit-on sur le site internet du ministère de l'énergie et des mines, sur une page dédiée à la présentation du potentiel des énergies renouvelables en Algérie. Le biogaz a les mêmes caractéristiques que le gaz naturel, tout en ayant l'avantage d'être renouvelable. La biomasse (déchets organiques) dont il est issue étant elle-même renouvelable,

contrairement au gaz naturel d'origine fossile et dont les quantités sont limitées. Le coût de l'énergie électrique issue des biogaz est néanmoins supérieur à l'électrique issu du gaz naturel, souligne M. Ouamane, estimant toutefois que la préservation de l'environnement n'a pas de prix. Ce projet-pilote représente une solution pour la pollution que causent les biogaz et les risques d'explosion qu'ils comportent. Le biogaz, riche en méthane (jusqu'à 80%), est considéré comme un gaz polluant, nocif pour l'atmosphère. Rares sont les CET à travers le territoire national qui le traitent, en le brûlant, indique-t-on. Quelques CET, à l'instar de celui de Sétif, se sont mis au traitement des biogaz, qui consiste à les capter et les brûler, a indiqué M. Ouamane, ajoutant que le brûlage de ce gaz génère du CO₂, moins polluant que le méthane. Pour ce responsable, la meilleure solution serait la valorisation de ces gaz, en les transformant soit en éner-

gie électrique, comme pour le projet-pilote d'Oran, soit en les exploitant pour la fabrication de biocarburant. La directrice de l'EPIC CET Oran se dit impatiente de voir ce projet se concrétiser, rappelant qu'une déflagration due au biogaz est survenue en juin 2015 au CET de Hassi Bounif, causant la destruction d'un bassin dédié au stockage du lixiviat. Les risques d'explosion du biogaz ne sont pas négligeables au niveau des CET et le lancement de ce projet pilote peut les réduire, a estimé M^{me} Chellal. Par ailleurs, le directeur de l'AND n'a avancé aucune date pour le lancement de ce projet-pilote, soulignant, toutefois, la nécessité de promulguer d'abord les textes réglementaires par le ministère de l'Energie et des Mines. Si l'expérience s'avérait concluante, elle sera élargie aux CET pour une prise en charge écologique et efficace des biogaz, a-t-il assuré.

Lamine G.

Pétrole

Les cours terminent la semaine en nette progression

■ Les cours du pétrole ont terminé la semaine sur une nette progression d'environ 5%, dans un marché rassuré notamment par la perspective d'une reconduction de l'accord de l'Opep sur la baisse de la production durant le deuxième semestre de l'année.

Par Safia T.

A Londres, le cours du baril de Brent de la mer du Nord a terminé la semaine à 52,83 dollars sur le contrat pour livraison en mai à l'Intercontinental Exchange (ICE) contre 50,51 dollars lundi dernier, alors que le prix du baril «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a à fin à 50,60 dollars sur le contrat pour livraison en mai au New York Mercantile Exchange (Nymex) contre 47,53 dollars. «La tendance reste à la hausse face aux attentes d'une poursuite des réductions de la production au-delà du premier semestre de l'année», a commenté Andy Lipow de Lipow Oil Associates. La perspective de voir l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prolonger les quotas de production, qu'elle a mis en œuvre le 1^{er} janvier pour une période initiale de six mois, a été relancée cette semaine par des propos optimistes du ministre du Pétrole du Koweït. Au cours de la semaine, le marché était soutenu par la satisfaction de l'Opep et plusieurs pays non membres quant au respect de leur accord de réduction de l'offre. Lors de la 2^e réunion du comité ministériel de



suivi des accords Opep et non Opep dimanche à Koweït, le comité a fait part que la reconduction de l'accord au-delà de juin prochain sera examinée. En décembre 2016, 11 pays producteurs non Opep s'étaient

engagés à coopérer avec les membres de l'organisation pour limiter l'offre surabondante sur le marché mondial en réduisant la production de 1,8 million barils par jour à partir du 1^{er} janvier 2017 pour une période de 6 mois

renouvelable. Le comité s'est déclaré «satisfait des progrès réalisés pour un total respect des ajustements volontaires de la production et exhorte tous les pays participants à agir pour parvenir à un respect à 100%» des réductions décidées l'an dernier. L'objectif de ces réductions est de favoriser une remontée des cours qui ont dégringolé depuis la mi-2014. Selon le comité qui comprend l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, la Russie et le Sultanat d'Oman, les pays Opep et hors Opep ont respecté en février à 94% leurs engagements, en hausse de 8 points par rapport à janvier. En outre, des fermetures de champs pétroliers causées par des conflits en Libye qui perturbent la production et une légère progression des stocks américains de pétrole, ont aussi pesé sur le marché. «Des factions armées ont arrêté la production des champs pétroliers de Sharara et de Waha, ce qui fait chuter de 252 000 barils la production quotidienne du pays à moins de 500 000 barils», ont expliqué les analystes. Aux Etats-Unis, les réserves commerciales de brut n'ont progressé que de 900 000 barils, alors que les analystes interrogés par l'agence Bloomberg tablaient sur une

hausse de 2 millions. Même si les stocks s'affichent toujours à un niveau record, ils ralentissent leur progression après plusieurs bonds successifs depuis le début de l'année, qui avaient fini par entraîner une dégringolade des prix du brut de 10% dans la première moitié du mois de mars. De leur côté, les stocks d'essence ont reculé de 3,7 millions de barils et les produits distillés (fioul de chauffage, gazole) de 2,5 millions de barils. «Dans l'ensemble, ces chiffres apportent du soutien aux prix», a commenté un analyste.

S. T./Agences

Zone euro L'inflation atteint 2% pour la première fois depuis quatre ans

LES PRIX de la zone euro ont progressé en février de 2% en un an, une première depuis janvier 2013. Mais la BCE n'a pas de raison, pour le moment, d'infléchir sa politique, car la tendance de fond reste faible. Pour la première fois depuis janvier 2013, le taux d'inflation de la zone euro a atteint le rythme annuel de 2% au cours du mois de février 2017. C'est évidemment un symbole puisque l'objectif de stabilité des prix de la BCE est défini par un niveau des prix «inférieur, mais proche» de ces 2% annuels. Pour autant, on aurait tort de croire que cet objectif est atteint : cet objectif est en effet un objectif à moyen terme. Il ne saurait se définir par un chiffre ponctuel. D'autant que les conditions de la stabilité des prix demeurent encore très incertaines. En effet, cette accélération des prix s'explique essentiellement par l'accélération des prix de l'énergie. En février, ces derniers ont progressé de 9,2% sur un an en février, contre 8,1% en janvier. Cette hausse trouve son origine dans la forte baisse des prix énergétiques en 2015 qui a amené ces prix début 2016 à un niveau historiquement bas. Voici un an, les prix de l'énergie affichaient une baisse de 8,1% sur un an. Logiquement, la correction de ces prix depuis entraîne une forte hausse qui pèse sur le taux global d'inflation. Mais autant l'évolution des prix a-t-elle pu être tirée à la baisse par les prix de l'énergie en 2015-2016, autant est-elle tirée à la hausse à présent par la correction de ces mêmes prix de l'énergie.

R. E.

— Pour une meilleure prise en charge des demandeurs d'emploi —

L'ANEM compte améliorer la qualité de ses services

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) compte, à travers le lancement d'un projet de modernisation de ses services accueil et d'écoute, assurer une meilleure qualité de prise en charge des demandeurs d'emploi, a affirmé, à Alger, son directeur général, Mohamed Tahar Chaâlal. Intervenant lors d'une rencontre sur la nomenclature algérienne des métiers et des emplois (NAME), le même responsable a indiqué qu'un numéro vert «30-05» et une cellule

d'écoute à échelle nationale et d'autres au niveau des wilayas «sont déjà opérationnelles», soulignant que le projet de modernisation des services accueil et d'écoute vise à «améliorer la qualité» de ces outils au profit des demandeurs d'emploi pour une prise en charge «beaucoup plus rapide et crédible». S'agissant de la nouvelle nomenclature, M. Chaâlal a souligné qu'elle constitue un «référentiel national» des métiers visant à garantir un «langage

commun» entre les différents intervenants sur le marché du travail en Algérie et permettant d'analyser les profils d'offre et de demande d'emploi. Il a ajouté que ce répertoire qui classe et liste les métiers et les emplois selon les activités, permettra d'identifier et de donner «une description précise et fiable» des métiers et des compétences requises par le marché du travail. Les demandeurs d'emploi auront, pour leur part, la possibilité d'élargir leurs recherches de

pistes professionnelles et d'identifier les besoins en formation. Pour sa part, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Khiat, a indiqué que la modernisation de l'Anem constitue un «axe essentiel et prioritaire» du programme d'action de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage mis en œuvre par le gouvernement depuis 2008.

Salem K.

Mascara

La cimenterie de Oggaz a augmenté sa production de 10%

La cimenterie de Oggaz (Mascara) du groupe Lafarge-Algérie a augmenté sa production de 10% durant le trimestre écoulé, et ce, pour répondre à la demande croissante sur ce matériau de construction, a-t-on appris du directeur de cette usine. Jean Louis Sibiede a indiqué, en marge d'une opération de don du sang organisée au sein de l'usine, que la cimenterie a produit, durant les trois derniers mois, quelque 953 000 tonnes de ciment dont 844 000 tonnes de ciment gris, ajoutant que la direction de la cimenterie a converti une partie des lignes de production de ciment pour produire du ciment gris, en

réponse à la demande croissante des promoteurs et des autorités de la wilaya sur ce produit, afin de prendre en charge les trois grands projets de la wilaya, à savoir l'autoroute reliant la ville de Mascara à l'autoroute Est-Ouest, le projet d'approvisionnement en eau potable (AEP) à partir du dessalement de l'eau de mer et le programme de réalisation de logements location-vente. De son côté, le directeur de production de la cimenterie, Paul Rousselot, a fait savoir que l'entreprise a réduit le quota de ciment blanc destiné à l'exportation afin de répondre à la demande locale et a annoncé la volonté de l'entreprise d'exporter

quelque 100 000 tonnes de ce produit durant l'année 2018. Le même responsable a indiqué que la cimenterie a adopté une nouvelle méthode pour la commercialisation de ses produits, de l'usine au client, en mettant en place un réseau de transport propre à elle, garantissant l'arrivée du produit en quantité suffisante et au moment opportun et sans intervention des intermédiaires qui influent sur les prix définitifs payés par les clients. L'entreprise a ainsi transporté, durant l'année 2016, une quantité de 1,5 million de tonnes de ciment en vrac vers ses clients et ambitionne d'augmenter cette quantité à compter de cette

année. Jean-Louis Sibiede a, par ailleurs, révélé que les opérations de modernisation adoptées par la cimenterie de Oggaz dans le domaine du traitement des eaux utilisées ont permis, l'année dernière, de réduire de 35% la quantité de ces eaux et d'économiser 33 000 m³. L'opération de don du sang, organisée au sein de la cimenterie d'El Oggaz, à laquelle un groupe de travailleurs et de clients ont participé, s'est soldée par la collecte de 30 pochettes de sang, atteignant ainsi le chiffre de 576 pochettes de sang collectées depuis le déclenchement de cette opération de don du sang en 2010.

APS

Boumerdès

Une commission technique pour la relance du développement

■ Une commission technique pour la relance du développement et la promotion de l'image de la ville de Boumerdès a été installée.

Par Hatem D.

Cet organe consultatif, dont la coordination des travaux est assurée par le chef de la daïra de Boumerdès, est une sorte de locomotive destinée à mener la ville de Boumerdès vers la prospérité et le développement, a indiqué le wali, Abderrahmane Madani Foutaïh, en marge de la cérémonie d'installation.

Constituée de cadres, directeurs exécutifs, élus et représentants de la société civile, cette commission, complétant le travail des élus dans les APC et daïras, est également un cadre de dialogue, de proposition et de coordination, entre différents

secteurs et citoyens, a ajouté le chef de l'exécutif.

Cet organe a été doté de prérogatives lui ouvrant droit à la prise de décisions et initiatives pour le développement de la ville de Boumerdès, sur tous les plans.

«Nous voulons faire du chef-lieu une locomotive de développement, par la valorisation et l'accompagnement des efforts de tous les secteurs, tout en impliquant le citoyen dans cette action», a ajouté le wali.

La commission technique, répartie en plusieurs cellules, va œuvrer tout au long du mois en cours en vue de recenser les insuffisances et préoccupations au niveau de tous les quartiers de la ville de Boumerdès, pour

ensuite constituer un plan d'action prêt à la mise en œuvre sur le terrain, a-t-il expliqué. Selon le wali, le plan de travail en question englobe l'amélioration urbaine, le transport, la circulation, les surfaces vertes, l'hygiène publique et les espaces commerciaux, entre autres.

La prise en charge du facteur hygiène et la levée des ordures constituera la mission principale de cette commission, a assuré M. Madani Foutaïh, soulignant, dans ce sens, l'intégration de la ville de Boumerdès, au titre du plan de travail de l'entreprise du centre d'enfouissement technique des déchets (CET), chargée en l'occurrence de la création d'une nouvelle section sous le nom «Medinet».

Le wali a insisté, à l'occasion, sur l'impératif de l'implication du citoyen, pour permettre la réussite de l'action de cette commission sur le terrain.

H. D./APS



PH. > D. R.

Oran

Projet de transfert de 70 000 m³ d'eau potable à la daïra d'Oued Tlelat

Un projet de transfert de 70 000 mètres cubes d'eau potable au profit de la daïra d'Oued Tlelat (Oran) sera réalisé en prévision notamment du nouveau pôle urbain, dont la concrétisation a atteint un taux de 30%, a-t-on appris du directeur de l'hydraulique de la wilaya. Lors de la visite de travail et d'inspection du wali d'Oran dans la daïra d'Arzew, Djelloul Tarchoune a indiqué qu'«hormis la commune d'Oued Tlelat, d'autres localités, dont Tafraoui et Kehailia, seront approvisionnées en eau potable dans le cadre de ce projet de transfert à partir de la station de dessalement d'El Mactaa. Le même responsable a indiqué qu'une quanti-

té de 18 000 m³ d'eau à partir de la station d'Aïn El Bia et une autre de 17 000 m³ de la conduite MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), seront livrées à la ville d'Arzew, qui sera également dotée d'une capacité de stockage de 13 800 m³. Ces quantités d'eau permettront à Arzew d'être approvisionnée en H24 et assureront l'autonomie et la sécurisation de cette ville en matière d'AEP, a souligné Djelloul Tarchoune, ajoutant que 40 000 m³ d'eau seront également livrés à la zone industrielle d'Arzew à partir de la station d'El Mactaa. En outre, une quantité de 1 500 m³ d'eau potable sera bientôt transférée à Arzew, afin de consolider l'AEP et satisfaire la totalité de

ses besoins en eau. Lors de sa visite, le wali a procédé, à El Mohgoun, au lancement et à l'inauguration de plusieurs projets, dont ceux d'un marché de proximité, d'une agence postale, d'une agence d'Algérie Télécom, d'une autre de la SEOR (Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran), d'une salle de soins, d'un stade de proximité et d'une mosquée réalisée par un bienfaiteur. A Sidi Benyebka, Abdelghani Zaalane a inauguré le nouveau parc véhicules de l'APC et un stade de proximité, ainsi qu'une stèle commémorative et a posé la première pierre du projet de réalisation de 800 logements LPL.

Lydia O./Agences

ANSEJ Tébessa

Financement de plus de 280 entreprises depuis 2015

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) de la wilaya de Tébessa a financé, depuis 2015 jusqu'au mois de mars de l'année en cours, 281 micro-entreprises activant dans plusieurs domaines, a-t-on appris de la chargée de communication de l'antenne locale de ce dispositif d'aide à l'emploi. Une enveloppe financière de l'ordre de 473 millions de dinars a été mobilisée pour la concrétisation de ces projets versés essentiellement

dans le secteur de l'agriculture, notamment dans l'aviculture et l'élevage ovin et bovin, a expliqué M^{me} Wahiba Kabba, soulignant que la plupart des détenteurs de ces projets sont des jeunes promus du secteur de la formation et l'enseignement professionnels. Elle a également détaillé que le secteur de l'agriculture avec ses différentes filières totalise 57% des projets financés depuis 2015, suivi de celui des services, de l'industrie, du bâtiment et des travaux

publics (BTP). Ces entreprises nouvellement mises en place dans la ville de Tébessa et les communes de Cheria et Bir el-Ater ont permis, durant la même période, de générer 312 postes d'emploi permanents, a ajouté la même source. Afin de diffuser auprès des jeunes la culture de l'entrepreneuriat et d'aider les jeunes promoteurs à «créer» des idées de projets porteurs de richesse et d'emplois, la même responsable a indiqué que depuis le début du mois de jan-

vier dernier, des campagnes d'information ont été lancées au profit des stagiaires des centres de la formation professionnelle de la wilaya. Ces campagnes, qui ont ciblé jusque-là dix centres de formation, seront élargies aux six facultés de l'université Larbi-Tébessi de Tébessa afin d'inciter les étudiants à intégrer le monde de l'entrepreneuriat et à mettre en place des entreprises répondant aux besoins du marché de l'emploi local.

M. K.

Batna

Prévision de réception de près de 13 000 logements

La wilaya de Batna prévoit la réception de 2 718 de logements, toutes formules confondues, durant l'année en cours, a-t-on appris du directeur du logement, Abderrahmene Zendaki. La formule du logement public locatif (LPL) avec 5 500 unités, suivie du programme de l'habitat rural avec 2 110 unités et celui de la location-vente avec 1 650 segments, constituent l'essentiel des projets dont la livraison est attendue, a précisé le même responsable, ajoutant que

le reste du programme est composé d'autres formules. La même source a ajouté que l'année 2016 a connu la réalisation de 8 147 unités de logement dont 3 266 LPL, 3 183 logements ruraux et 596 logements promotionnels aidés (LPA), a ajouté M. Zendaki, faisant savoir que durant la même année, 492 unités relevant du promotionnel libre (LPL), 350 logements de type location-vente et 56 logements du programme FNPOS (Fonds national de péréquation des œuvres

sociales) ont été réceptionnés. Ces projets réalisés ont permis de ramener la moyenne d'occupation du logement (TOL) de 4,79 enregistrée en 2009 à 4,29 en 2016, a-t-on souligné. Depuis le début de l'année en cours, 1 154 unités de logement, relevant des deux formules LPL et LPA, ont été distribuées dans la wilaya de Batna, dans les communes de Chemora, Oued Chaaba, M'doukel, Boulhilat et Ain Yagout.

APS

Biskra Distribution de plus de 120 logements de la formule FNPOS

PAS MOINS de 122 logements réalisés dans le cadre de la formule FNPOS (Fonds national de péréquation des œuvres sociales) ont été distribués à Biskra, a-t-on constaté.

Une opération de distribution symbolique des actes de propriété a été effectuée dans la ville de Tolga (36 km au sud de Biskra) en présence du chef de l'exécutif local, Ahmed Karoum, ainsi que le directeur général du FNPOS, Yacine Tabal.

Selon le directeur régional du FNPOS, ce quota de logements est réparti sur trois communes avec 60 unités implantées au chef-lieu de wilaya, 50 réalisées dans la commune de Tolga, et 12 autres unités du même segment dans la commune de Loutaya.

Ces logements distribués sont de type F3 et F4, a encore indiqué le même responsable, rappelant, à cette occasion, que plusieurs projets de réalisation de logements de la même formule ont été livrés dans d'autres wilayas, au cours de l'année 2016, entre autres celui de 274 logements à Khenchela, 198 unités à Tébessa et 100 unités à Batna.

R. R.

Libye

Derrière le chaos, la guerre du pétrole

■ L'accaparement des ressources pétrolières par les milices continue de faire rage. Des pans entiers du pays échappent au contrôle des deux gouvernements rivaux de Tripoli et Tobrouk.



Ph. DR

Par Souad O.

En Libye, alors que les lignes de front ne cessent de bouger, sur le plan politique, c'est toujours l'impasse. En septembre dernier, le maréchal auto-proclamé Khalifa Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne (ANL), soutenu par le Parlement de Tobrouk, croyait avoir fait le plus dur en prenant le contrôle des quatre sites pétroliers du très convoité Croissant pétrolier, situé dans l'est de la Libye, par où s'exporte l'essentiel du pétrole libyen. Mal lui en a pris. Le 3 mars, une coalition de groupes islamodjihadistes, les Brigades de défense de Benghazi (BDB), fortement armés et équipés de radars brouilleurs, s'emparaient des terminaux pétroliers de Ras Lanouf et d'Al-Sedra. Les BDB, liées à al-Qaïda, connues pour avoir offert le gîte et le couvert au djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar, sont parrainées par le prédicateur wahhabite Sadiq

Al Ghariani, et soutenues par le très controversé Khalifa Ghweil, Premier ministre déchu du «gouvernement de salut national». Al Ghariani, nommé grand mufti de la Libye quand les amis de Bernard-Henri Lévy avaient pris le pouvoir en 2011, multiplie les prêches et les appels au djihad via sa télévision en ligne Tanasuh, et à coups de podcasts, contre les «impies» installés à Tobrouk et leurs rivaux du «gouvernement d'union nationale» (GNA) de Fayez Al Sarraj, basé à Tripoli. Mercredi, au grand soulagement des majors pétrolières occidentales, les forces de Haftar ont repris le contrôle du Croissant pétrolier.

Forces armées, islamistes et Touareg se disputent un pays atomisé

Au même moment, à Tripoli, décidées à faire le ménage dans leur propre territoire, les forces loyales du GNA de Fayez Al

Sarraj ont chassé des milices armées d'obédience islamiste et leurs alliées, des brigades amazighes (berbères) du sud et de l'ouest de la capitale libyenne, milices restées fidèles à Khalifa Ghweil. Ce dernier, qui refusait de céder sa place après la formation en mars 2016 du GNA, a dû quitter précipitamment les locaux où il avait installé son gouvernement de salut national et se replier sur Misrata. Fort de ce succès intervenant quelques mois après la reprise de la ville de Syrte, alors aux mains de Daech, le GNA de Fayez Al Sarraj voit son autorité se renforcer, alors que jusque-là il peinait à s'imposer sur la scène libyenne. Qui plus est, au cours d'une rencontre tenue samedi au Caire, la Ligue arabe, l'UE, l'UA (Union africaine) et l'ONU ont exprimé leur soutien au cabinet d'Al Sarraj. Dans le reste du pays, des pans entiers échappent au contrôle des deux autorités (Tripoli et Tobrouk) se disputant le pouvoir. Il en est ainsi de

certaines régions de l'Ouest libyen sous contrôle des milices amazighes, dont la ville de Zouara, d'une partie de la frontière avec la Tunisie dont deux de ses principaux postes, et de celles sous contrôle des milices de Zantan qui détiennent Saïf Al Islam, le fils de Mouammar Kaddafi. Dans le sud, à proximité de l'Algérie et du Mali, les Touareg en guerre avec les Toubou alliés d'Haftar échappent à toute autorité. Enfin, au sud-est de Benghazi, Derna et Al-Jufra sont toujours sous le contrôle des djihadistes du Conseil des moudjahidines dominés par Ansar al-Charia, la filiale libyenne d'al-Qaïda et les BDB.

L'Algérie prône une solution dite «inclusive»

Dans ce climat où la Libye et sa population sont les otages des rivalités de pouvoir, de milices islamistes et d'une kyrielle de groupes armés mus par l'appât du gain (trafic d'armes, racket), basculant d'un camp vers l'autre au gré de leurs intérêts, où les nostalgiques du kaddafisme pointent leur nez, les pays de la région – Algérie, Égypte et Tunisie – qui ont tout à redouter d'une crise libyenne s'installant dans la durée et qui a déjà débordé chez eux et au Sahel, essaient tant bien que mal d'accorder leurs agendas. L'Égypte, qui appuie le maréchal Haftar, est tentée par une solution militaire ; pas question pour Le Caire que les islamistes liés aux Frères musulmans fassent partie de la solution. L'Algérie, quant à elle, prône une solution dite «inclusive», impliquant tous les protagonistes de la crise libyenne y compris les islamistes, à la seule exception des

djihadistes liés à al-Qaïda ou à Daech ; d'autant que, pour l'ex-djihadiste Abdelhakim Belhadj, nommé gouverneur militaire de Tripoli, rallié à une solution politique et qui soutient le GNA, il n'est pas question d'accepter que la Libye devienne un «régime militaire». Dans cette Libye si compliquée mais gorgée de pétrole, en plus des États-Unis qui y multiplient les raids aériens – plus de 450 – et la France qui place ses billes dans les deux camps libyens opposés, un nouvel acteur, la Russie, est en train de prendre place. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui s'est rendu récemment au Caire et à Alger, a reçu, le 2 mars, Fayez Al Sarraj, et appelé au dialogue interlibyen, mais, dit-on, Moscou serait prêt à appuyer militairement l'imprévisible maréchal Haftar, reçu avec les honneurs le 15 janvier au large des côtes libyennes sur le porte-avions Kouznetsov en route vers la Syrie.

S. O./Afrique Media

Tunisie /Marzouki à un journal canadien «Les terroristes sont les enfants de Ben Ali»

RÉCEMMENT interviewé par le journal canadien «Le métr» pour parler du terrorisme qui est en train d'envahir le monde, notamment la Tunisie, l'ancien président provisoire de la République, Mohamed Moncef Marzouki, a fait des révélations étonnantes. En effet, évoquant les attentats terroristes perpétrés ces dernières années par des Tunisiens dans le monde à l'instar de Berlin, Allemagne et de Nice, Marzouki a expliqué que les Tunisiens qui sont dans des mouvements terroristes ne sont autres que les enfants de la génération Zine el-Abidine Ben Ali qui se sont révoltés. Ajoutant que sous le régime de Ben Ali, deux tendances ont vu le jour pour le contrer. «Une pacifique dont il faisait partie et une autre armée». Concernant ce qu'il faudrait faire pour éradiquer le terrorisme, l'ancien président a déclaré : qu'il faudrait faire des réformes sociales et économiques. «Le terreau du terrorisme, c'est la corruption, la pauvreté et le chômage. Traiter le terrorisme par la répression, c'est comme traiter la tuberculose avec de l'aspirine». Et d'ajouter : «Ça ne marche pas. Il faut traiter les symptômes et les causes. Le terrorisme a un symptôme : la violence de ces groupes suicidaires. Il a aussi des causes : la pauvreté et la misère. Mais c'est tellement plus simple d'envoyer l'armée...», a-t-il affirmé.

R. M.

Sahara occidental

Le conseil communal de Fuerteventura appuie le droit à l'autodétermination

Le conseil communal de Fuerteventura (province de Las Palmas) vient de réitérer, dans une motion, son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination par le biais d'un référendum libre et démocratique comme reconnu par le droit international et les multiples résolutions des Nations unies. Dans une motion de soutien rendue publique, le conseil communal de Fuerteventura a réitéré son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination par le biais d'un référendum libre et démocratique tel que reconnu par le droit international et les nombreuses résolutions des Nations unies, soulignant par ailleurs que le conflit au Sahara occidental découle d'un processus de décolonisation qui n'a pas été achevé et que toute formule qui ne respecte pas ce principe n'aboutit à aucune solution efficace et réaliste. Le référendum, a poursuivi le conseil de Fuerteventura dans sa motion, doit avoir lieu dans les plus brefs

délais pour éviter que ce conflit se trouve dans une impasse qui inciterait à une reprise des hostilités, exprimant par ailleurs sa préoccupation au sujet de la violation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés, subie par la population civile sahraouie. A ce titre, a-t-on ajouté, le conseil communal de Fuerteventura demande la cessation immédiate de la répression et la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis militants des droits de l'homme. Le conseil demande en outre de faciliter l'accès aux zones sahraouies occupées aux observateurs internationaux et d'élargir les compétences de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme pour assurer non seulement le cessez-le feu, mais également pour empêcher la violation des droits de l'homme au référendum. Il demande par ailleurs au gouvernement espagnol d'augmenter les projets d'aide humanitaire pour atténuer les graves pénuries de produits dans les camps

de réfugiés, en particulier les produits alimentaires, la santé, l'éducation et autres services de base et la reconnaissance effective du Front Polisario en tant que représentant légitime du peuple sahraoui et de donner à ses représentants le statut diplomatique en Espagne. Le conseil communal de Fuerteventura demande en outre au gouvernement espagnol d'adopter une position beaucoup plus active dans ce conflit comme ancienne puissance coloniale, en exhortant l'ONU et l'Union européenne à faire pression sur le gouvernement marocain afin qu'il respecte le droit international. Le même conseil demande enfin au gouvernement de l'Espagne, les institutions et les entreprises des Îles Canaries de respecter le récent arrêt de la Cour de justice de l'UE qui stipule que le Maroc n'a aucune souveraineté sur le Sahara occidental et que l'accord commercial entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental. Halim T./APS



Pakistan

20 personnes assassinées dans un sanctuaire soufi

■ *Vingt fidèles d'un sanctuaire soufi du nord-est du Pakistan ont été tués à coups de couteau et de bâton après avoir été empoisonnés par le gardien du site et deux complices présumés qui ont été arrêtés, ont indiqué hier les autorités locales.*

Par Ali O.

Quatre femmes figurent parmi les personnes tuées dans la matinée au sanctuaire de Mohammad Ali près de Sarghoda, dans la province du Pendjab, a annoncé la police qui a fait état des trois arrestations. «Le gardien du site, Abdul Waheed, âgé de 50 ans, a avoué avoir tué ces gens car il craignait qu'ils ne veuillent le tuer», a déclaré à l'AFP le chef de la police régionale, Zulfiqar Hameed. «Le suspect semble paranoïaque ou psychotique, mais cela pourrait aussi être lié à une rivalité pour le contrôle du sanctuaire», a-t-il ajouté, en précisant qu'une enquête était en cours. Shamshir Joya, chef de la police locale, a indiqué que les victimes – dont les vêtements étaient déchirés et tachés de sang – avaient vraisemblablement été intoxiquées avant d'être tuées. «Nous pensons que les victimes ont été droguées avant d'être tuées, mais l'autopsie devra le confirmer», a-t-il assuré. M. Joya a précisé que le sanctuaire avait été érigé il y a deux ans et demi. Abdul Waheed, qui travailla un temps pour la commission électorale nationale, avait pris la responsabilité des lieux après la mort d'un premier gar-



dien. Le Premier ministre du Pendjab, Shahbaz Sharif, a demandé à la police un rapport préliminaire sous 24 heures, a déclaré à l'AFP un haut responsable de l'Etat. Les tueries de masse à l'intérieur des sanctuaires sont extrêmement rares. Le soufisme, une branche mystique et tolérante de l'islam est présent au Pakistan depuis des siècles. Ses adeptes ont contri-

bué à la diffusion de l'islam sur le sous-continent indien au XIII^e siècle. Les soufis croient aux saints, dont ils pensent qu'ils peuvent intercéder directement auprès de Dieu en leur faveur. Ils

sont dépourvus de hiérarchie et d'organisation, préférant rechercher une communion spirituelle via la musique et la danse dans les sanctuaires dédiés aux saints. Le nombre d'adeptes du soufisme est estimé à plusieurs millions au Pakistan, même s'il a perdu en influence ces dernières années face à des groupes plus conservateurs, voire fondamentalistes. La plupart d'entre eux vivent dans les provinces du Pendjab (centre) et du Sindh (sud). Beaucoup de Pakistanais fréquentent ces sites dans l'espoir de voir leurs prières exaucées, offrant à l'occasion des aumônes aux pauvres et des offrandes aux gardiens des sanctuaires. Pendant des siècles, le soufisme a dominé le territoire formant aujourd'hui le Pakistan, mais cette branche a été supplantée ces dernières décennies par des versions plus conservatrices de la religion. Des mouvements comme les talibans ou le groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont pris pour cible ces derniers temps les sanctuaires soufis, un courant qu'ils jugent hérétique. En février, un attentat-suicide contre le sanctuaire soufi de Lal Shabaz Qalanadr à Sehwan (sud), revendiqué par l'EI, a fait au moins 90 morts et des centaines de blessés.

Elections en Birmanie

Le gouvernement de Suu Kyi résiste



Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, qui peine à relancer la Birmanie après un an au pouvoir, a cependant vraisemblablement conservé la majorité de ses sièges lors des législatives partielles, selon de premiers résultats annoncés hier. Les élections de samedi étaient considérées comme un premier test électoral pour la "Dame de Rangoun" et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Pendant des décennies, la Birmanie a vécu sous la dictature militaire et rêvé de démocratie. Les attentes des Birmans étaient donc très fortes après les élections historiques en novembre 2015 qui ont porté au pouvoir Aung San Suu Kyi. Après une année au sommet de l'Etat, Suu Kyi reste une figure très largement adulée

mais des dents commencent à grincer. Le processus de paix est au point mort et les perspectives économiques ne sont pas bonnes. La croissance ralentit et l'investissement étranger devrait diminuer pour la première fois en quatre ans, tandis que le pouvoir d'achat des Birmans est grignoté par une inflation à deux chiffres. La majorité parlementaire de la LND n'était pas menacée par les élections de samedi, qui visaient à pourvoir 19 sièges essentiellement laissés vacants car leurs titulaires avaient été promus au gouvernement. La LND a selon les premiers résultats conservé ses positions autour de Rangoun et dans les régions centrales plus au nord, gardant au moins huit sièges, selon Hla Thein, président de la

Commission électorale de l'Union. Mais elle a essuyé une défaite embarrassante dans l'Etat Mon (sud), où la LND est défaite par le mouvement soutenu par l'armée USDP qu'elle avait largement battu dans la même circonscription il y a un an. Le dépouillement est toujours en cours dans les Etats Rakhine (ouest), à nouveau déchiré depuis octobre dernier et l'émergence d'une nouvelle rébellion de la minorité musulmane Rohingya, réprimée dans le sang par l'armée, et Shan (nord), où des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées par une recrudescence des affrontements entre l'armée et des insurgés issus de minorités ethniques.



Points chauds

Indécis

Par Fouzia Mahmoudi

En France, comme dans de nombreux pays, si durant les mois et les semaines précédant les élections présidentielles le public est bombardé de sondages quotidiens sur les intentions de vote des Français, dans les faits, les jours de vote seule une portion des électeurs inscrits se rendra dans les isolements. Et à chaque élection le pourcentage des abstentionnistes croît au grand dam des candidats qui voient souvent une bonne portion de leur électorat leur refuser une possible victoire. Et aujourd'hui deux candidats ont décidé ces derniers jours de se concentrer particulièrement sur ceux qui ne sont pas sûrs d'aller voter. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche, refuse de définir son objectif comme étant de «rassembler la gauche» mais plutôt comme étant de «convaincre les indécis». Jugé «proche des préoccupations des Français» par 76% des personnes interrogées par l'IFOP pour Le JDD, le candidat veut ratisser large. «Mon défi n'est pas de rassembler la gauche, étiquette devenue bien confuse ; il est de fédérer le peuple, déclare-t-il. Je ne veux pas de tambouilles à l'ancienne. Je ne veux pas de cette indigeste soupe de sigles. Vous n'avez pas besoin d'être de gauche depuis un siècle pour être d'accord avec moi. Personne ne se renie en votant avec moi. Les indécis sont la clé du vote ; c'est eux que je veux convaincre !». Jean-Luc Mélenchon pense même aux électeurs de droite. Certains, «dégoûtés par Fillon, préfèrent voter pour moi», assure-t-il. Ce dernier est par ailleurs l'autre candidat qui met ses espoirs dans les votes des indécis qui pourraient, par miracle, le pousser de troisième homme de l'élection vers le second tour de la présidentielle. «Il vous reste 22 jours pour infliger un démenti sévère à tous ces commentaires politiques qui se succèdent sur les antennes de télévision pour dire, avec la suffisance qui les caractérise, que les sondages ont décidé». «Ce que je vous demande aujourd'hui, c'est de vous révolter, c'est de vous lever, c'est d'exprimer votre colère, c'est d'aller le jour du vote dans les bureaux de vote déposer un bulletin dans l'urne qui soit un bulletin de résistance, qui soit un bulletin de combat». Reste à savoir si les électeurs indécis seront touchés par ses paroles et surtout si ce sera assez pour les faire se déplacer le jour fatidique, aidant peut-être l'un de ces candidats à créer la surprise. F. M.



Présentée à Alger

La pièce «Taceqft Tanegarut» plaide pour l'amour contre la guerre

■ La générale de la pièce «Taceqft Tanegarut» (le dernier spectacle), au contenu relevé, où l'amour du théâtre finit par triompher sur les affres de la guerre, a été présentée, samedi à Alger, devant un public relativement nombreux.

Par Adéla S.

Accueilli à la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), le spectacle «Taceqft Tanegarut», inspiré du texte «Fi Aâli El Hob» du dramaturge irakien Felah Chaker, a été réécrit et mis en scène par Okbaoui Cheikh et traduit en tamazight par Taoues Yehia Messaoud. Dans un pays en état de guerre, «Lahbib» jeune comédienne de théâtre, décide de remonter sur scène pour y jouer le dernier rôle, dans un théâtre qui menace de s'effondrer, après avoir été intensément bombardé. Wantant montrer l'importance du théâtre dans la société, Lahbib va tenter de provoquer les pouvoirs surnaturels et bienfaiteurs du gardien du théâtre en convoquant, à travers une évasion dans le passé, plusieurs personnages qui ont marqué le théâtre algérien et universel. Ressuscitant notamment, «Hamlet» de Shakespeare, «Djelloul Lef'Haïmi» de Abdelkader Alloula, «Tartuffe» de Molière et «Le Sinistré» de



Mohand Ouyahia, connu sous le nom d'artiste «Mohia», Lahbib va finir par convaincre le gardien. Durant une heure, les cinq personnages, campés par Zoulikha Talbi, Mourad Bellagh, Fahem Hammam, Belloul Idir – également compositeur de la bande son –, Hamadache Boutchiche et Lyès Bellagh, ont bien porté la densité des dialogues, occupant tous les espaces de la scène et plaidant avec beaucoup d'énergie pour l'amour comme seule réponse aux canons. La scénographie, œuvre d'Amirouche Saïdoun, a été illustrative avec une petite scène aux rideaux rouges et quatre chaises utilisées par les quatre personnages-référents, également musiciens et vocalistes du chœur grec qui ont interprété, au sons du banjo, bendirs et tambourin, des pièces aux modes et intonations

kabyles. Ayant choisi dans sa conception une technique d'expression se basant sur le théâtre dans le théâtre, le metteur en scène a également inscrit son spectacle dans le registre du «théâtre physique», où il a opté de faire passer le message par le jeu d'acteur, le chant et la chorégraphie. «Pour se libérer des contraintes liées à la difficulté de trouver une langue intermédiaire, notamment lorsque le véhicule linguistique est en partie inaccessible, le théâtre moderne a tendance à compter beaucoup plus sur le jeu d'acteur, la mimique, la chorégraphie et le chant», explique le metteur en scène. Présenté dans une forme légère, le spectacle, parsemé de quelques interventions en arabe, en anglais et en français, a suscité l'adhésion du public qui a eu un bon répondeur, applaudissant

longtemps les comédiens. Okbaoui Cheikh, dont les travaux ont plusieurs fois été primés, signe sa dixième mise en scène, toutes pièces confondues, et sa quatrième en tamazight. Parmi ses conceptions, «El hob el mamnoue» (L'amour interdit-2008), «El Djidar» (Le mur-2013), «Azzouzen» (2015), prix de la meilleure recherche théâtrale au Festival de Babel en Roumanie, «Halet hob» (2016) et «Jules César» (2016). Fondée en 2004, l'Association «Itran» (Les étoiles), productrice du spectacle «Taceqft Tanegarut», compte à son actif plus de 50 spectacles dont «Takesna N'Massensen», «8 mai 1945», «Abrid Imawlen» (Le chemin des ancêtres), «Tirzef Gher...» (Visite au ...) et plusieurs participations nationales et internationales dans le 4^e art.

A. S./APS

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maamar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth

Vendredi 7 avril à 19h :

Concert de Lila Borsali.

Galerie Ezzou'art du Centre commercial & de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger)

Jusqu'au 7 avril :

Exposition «Formes, textures, couleurs... la vie !» de l'atelier Souppou d'Art.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Télemly, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Dar Abdeltif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 8 avril :

L'Aarc et ONU-femmes organisent une exposition du caricaturiste Hichem Baba-Ahmed dit Le Hic, autour de la thématique de l'égalité hommes-femmes.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Pütchipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.

Site archéologique de Tipaza, au niveau du théâtre antique

Le 8 avril à 10h :

4^e édition de l'événement «Tipaza des poètes»

Théâtre Régional de Béjaïa

Le 8 avril à partir de 14h00 : Concert du groupe Freeklane

Constantine/A travers l'opérette «Atfalou Al Arab»

Les enfants lancent un hymne à la paix

Les enfants adhérents à l'association «El Derb» pour la promotion de la citoyenneté de Constantine ont lancé, samedi, un hymne à la paix pour les enfants syriens et palestiniens à travers l'opérette «Atfalou Al Arab» (Les enfants arabes).

Douze enfants âgés entre 5 et 16 ans se sont relayés sur la scène de la maison de la culture Malek-Haddad pour raconter les peines et les souffrances des enfants syriens et palestiniens et prier pour la paix

dans le monde. La gestuelle et les voix, se voulant fortes et expressives, les enfants n'ont pas manqué d'émouvoir la salle, relatant le vécu difficile des enfants syriens et palestiniens traumatisés par les conflits et émettant l'espoir de voir un jour le sourire revenir sur les lèvres de l'enfance.

Une heure et demie durant, puisant des poèmes de Mahmoud Derwiche mais aussi des messages de détresse des enfants syriens et palestiniens postés sur les

réseaux sociaux, réunis dans un texte co-écrit par Loubna Mezghiche et Fahima Bediar, les petits talentueux ont retransmis toute l'émotion. «*narrant*» les peurs des petits des conflits et des guerres et leur désespoir de voir leur environnement social s'écrouler.

Pour Ali Rahma, 14 ans, un des participants à cette opérette, l'œuvre est «*un appel pour établir la paix en Syrie et en Palestine et dans le monde entier*».

Pour Ifef, 9 ans, Syrienne établie avec sa famille à Constantine, sa participation à l'opérette représente «*son attachement à son pays, aux familles syriennes qui souffrent et aux enfants meurtris*».

De son côté, la présidente de l'association «El Derb» pour la promotion de la citoyenneté, M^{me} Loubna Mezghiche, a indiqué à l'APS que l'opérette «Atfalou Al Arab» est un travail à travers lequel l'association œuvre à «*inculquer une culture de la paix, des valeurs et des attitudes de la non-violence*».

K. L.

Littérature

Décès du poète russe Evgueni Evtouchenko

LE POÈTE russe Evgueni Evtouchenko est décédé samedi à 84 ans aux Etats-Unis, a indiqué son épouse Maria Novikova à l'agence de presse publique russe RIA Novosti.

«*Il est décédé paisiblement il y a quelques minutes, entouré de ses proches*», a déclaré M^{me} Novikova depuis les Etats-Unis. Né le 18 juillet 1933 à Irkoutsk, en Sibérie,

Evtouchenko a publié ses premiers poèmes à 20 ans. Rapidement, il a connu une grande popularité en URSS. Evtouchenko vivait depuis une vingtaine d'années aux Etats-Unis.

Il donnait des cours ces dernières années à l'Université de Tulsa, dans l'Oklaoma.

R. C.



Coup-franc direct

Les soupçons ne s'arrêteront pas

Par Mahfoud M.

Le fait que la JSK et le MCA se rencontrent deux fois en une semaine et dans deux compétitions différentes a fait que la suspicion soit jetée sur ces deux matchs. Bien avant le premier match, on disait que le Doyen faciliterait la tâche à la formation kabyle qui joue sa survie en Ligue 1 et a besoin de points pour s'en sortir. Ensuite, on a évoqué la possibilité que les Canaris leur fassent un retour sur investissement lors de ce match de Coupe, étant donné que le Mouloudia souhaite jouer cette compétition à fond. Même si cela n'est pas vérifié et reste dans le cadre de du pures fabulations, il n'empêche qu'on ne pourra pas arrêter les soupçons et que cela continuera ainsi lors des prochains matchs du championnat tant que rien n'est fait au niveau de la FAF pour mettre fin à la foire qui règne dans notre football. Chaque fin de saison ramène son lot de doutes et de suspicions avec des clubs qui souhaitent nager en eaux troubles. C'est pour cela qu'il faut saluer la décision du BF qui a décidé de reporter le championnat jusqu'à ce que les matchs retard soient joués pour permettre d'assainir la situation et donc de ne pas tomber dans les mêmes problèmes que lors des précédentes années où la magouille régnait en maître dans notre championnat.

M. M.

Fédération algérienne de handball Labane souhaite professionnaliser la discipline

LE NOUVEAU président de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, s'est engagé samedi à lancer un championnat professionnel dans «3 à 4 ans».

«L'un de mes projets est le lancement dans un futur proche, soit dans 3 à 4 ans, d'un championnat professionnel qui va nous permettre d'arriver rapidement à concurrencer les clubs du gotha mondial», a affirmé Labane à la presse peu après son élection.

Lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) tenue à l'INFS/STS d'Ain Benian, Habib Labane a récolté 63 voix contre 22 pour Taoufik Khelifi, succédant ainsi à Said Bouamra qui a décidé de ne pas briguer un nouveau mandat.

«Je remercie les membres de l'AG d'avoir placé leur confiance en moi. C'est une lourde responsabilité, et sans la contribution de tout le monde je ne peux mener ma mission convenablement.

Je suis un rassembleur, je ne compte exclure personne», a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : «J'ai quitté la fédération en 2012 (ancien secrétaire général, ndr) malgré moi, et je retrouve la famille du handball avec beaucoup de joie», s'est-il réjoui.

Outre son projet d'un championnat professionnel, Labane va procéder à «une restructuration de la FAHB en mettant en place un Conseil fédéral dont les membres seront élus dans l'objectif d'effectuer un travail de fond», soulignant dans le même contexte la nécessité de créer «un collège méthodologique ouvert à tous ceux pouvant apporter un plus».

Pour une meilleure organisation de la compétition nationale, Labane prévoit «la création d'une ligue nationale dans les

plus brefs délais pour gérer le championnat, alors que le rôle de la fédération va se limiter uniquement aux différentes sélections nationales».

Labane, qui est également membre du conseil de la Confédération africaine de handball, compte soumettre aussi aux membres de l'assemblée générale une proposition consistant «à supprimer la relégation dès la saison en cours avec un nouveau système de compétition».

Concernant l'équipe nationale, sans entraîneur depuis le départ de Salah Boucheqriou en 2016, le nouveau président de la FAHB a souligné qu'il allait se pencher sur cette question «à l'issue du prochain Mondial des moins 21 U-21 prévu à Alger», expliquant que «l'ossature du Sept national appelé à prendre part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Gabon sera puisée de l'équipe des U-21».

De son côté, Taoufik Khelifi, le candidat malheureux, a dénoncé les conditions du déroulement de cette AGE, allant jusqu'à parler d'une «trouche préméditée entreprise par Labane».

«Cette assemblée électorale a été entachée d'une fraude caractérisée que je dénonce énergiquement. Mon concurrent, que je refuse de féliciter, a usé de tous les moyens pour remporter le vote y compris en usant de pressions sur certains membres de l'AG», a-t-il regretté.

Le président du GS Boufarik (National 1) a souligné qu'il comptait «déposer un recours» pour faire valoir ses droits, annonçant à l'occasion sa «décision définitive de démissionner de son poste et de se retirer du monde du handball».

Equipe nationale Zetchi révélera bientôt le nom du sélectionneur

■ Le nouveau patron de la FAF, Kheireddine Zetchi, devrait révéler bientôt le nom du futur sélectionneur national qui succédera au Belge Gorges Leekens, limogé après la fin de la dernière CAN disputée au Gabon, lors de laquelle les Verts se sont fait éliminés dès le premier tour.

Par Mahfoud M.

Certes, le patron des Verts n'a pas révélé le nom du coach mais tout porte à croire que ce sera un technicien espagnol comme il l'avait promis, sachant qu'il était en contacts avancés avec un coach ibérique. Ainsi, il aurait tout conclu avec lui, que ce soit sur le plan des indemnités qu'il recevra ou de la durée du contrat qui devrait être de quatre ans. En effet, Zetchi souhaite travailler sur le long terme et pour cela il conclura avec un entraîneur qui veut bosser dans la continuité pour réussir à monter une équipe capable de revenir au sommet dans peu de temps et pourquoi pas remporter une CAN dans quelques années. L'essentiel est que le président de la FAF s'est rendu compte que le temps presse et qu'il faut avancer dans ce dossier de sélectionneur national pour tenter d'être au rendez-vous dans les tout prochains mois et espérer préparer une équipe capable de jouer les premiers rôles et se qualifier à la prochaine CAN. Pour ce qui est des internationaux, une source proche de Zetchi nous a indiqué qu'il a



Zetchi a déjà le profil du prochain sélectionneur

dépêché le chargé de l'EN au niveau du Bureau fédéral, Hakim Meddane, pour s'entretenir avec la majorité des joueurs qui évoluent dans les équipes européennes, tenter de leur expliquer la démarche de la nouvelle équipe de la FAF et les rassurer, surtout que certains appréhendaient le changement, pensant qu'ils pourraient être écartés au

profit des locaux. Meddane, un ancien international qui connaît donc la manière de penser de ces joueurs, fera tout son possible pour les tranquilliser afin qu'ils soient concentrés sur leur sujet pour les prochains stages de la sélection nationale.

M. M.

Coupe d'Algérie 2017 (seniors/messieurs) Les favoris sont passés

LES Sétif, le MC Alger, le CR Belouizdad et l'USM Bel-Abbès sont les quatre demi-finalistes de la Coupe d'Algérie 2017 de football, où ils devront en découdre les 15 et 22 avril courant pour une place en finale. Le MC Alger a été le dernier de ces quatre clubs à décrocher son billet pour les demi-finales, après avoir sorti la JS Kabylie aux tirs au but (3-1), en quart de finale disputé samedi au stade du 5-Juillet (Alger). Ce «clásico» a été en effet relativement équilibré, et c'est en toute logique qu'il s'est soldé par un nul vierge à l'issue du temps réglementaire, avant de s'étendre aux prolongations. Les deux clubs ont donc dû recourir à la séance de tirs au but pour se départager, et dans cet exercice, le gardien mouloudéen Faouzi Chaouchi a été déterminant, puisque ce sont ses trois arrêts qui ont propulsé «Le Doyen» dans le dernier carré. Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'USM Bel-Abbès s'était également qualifiée pour ces demi-finales, en dominant le NA Hussein Dey, sur le score de quatre buts à zéro, au stade du 16-Février 1956 de Sidi Bel-Abbès. Les Algérois avaient tenu bon pendant une bonne partie

de la rencontre avant de s'incliner une première fois sur un penalty de Sofiane Balegh à la 70^e minute (1-0). Victime d'un carton rouge sur l'action du penalty, le capitaine Ahmed Gasmi a laissé son équipe à dix pour les vingt dernières minutes de la rencontre. Une supériorité numérique dont a pleinement profité l'USMBA, puisque Abdelkrim Zouari a réussi à corser l'addition à la 75^e, avant que El Habib Bouguelmouna ne scelle définitivement la victoire des hommes de Cherif El Ouazzani, en signant un doublé aux 79^e et 84^e. Le MCA et l'USMBA rejoignent ainsi l'Entente de Sétif et le Chabab de Belouizdad, qui étaient les premiers à se qualifier pour ces demi-finales vendredi, en battant respectivement l'US Tébessa (4-0) et le CA Bordj Bou-Arréridj (2-1). L'Aigle noir, solide leader de la Ligue 1 Mobilis, n'avait fait qu'une bouchée de l'US Tébessa, sociétaire de la Division Amateur, qu'il a facilement balayée (4-0), grâce notamment à un doublé de Ryad Keniche (3^e et 37^e), au moment où Abdelkader Bedrane et Zakaria Haddouche ont signé les deux autres buts sétifiens,

respectivement aux 46^e et 80^e. Une grosse déception pour le petit poucet de l'épreuve, qui espérait faire au moins aussi bien que l'an dernier, car lors de la précédente édition il avait atteint les demi-finales, avant de se faire éliminer par le MC Alger. De son côté, le Chabab était confronté à un adversaire plus coriace, puisque les Criquets de CABBA sont sociétaires de la Ligue 2 Mobilis et candidats au retour parmi l'élite. Avantagés par le terrain et le soutien du public, les Rouge et Blanc ont cependant réussi l'essentiel, en se qualifiant grâce à des buts de Hamia (2^e) et Yahia-Chérif (27^e), alors que l'ancien sétifien, Laid Madouni, a réduit le score pour les Jaune et Noir, sur penalty à la 33^e minute. En demi-finale, le MC Alger recevra l'Entente de Sétif au moment où l'USM Bel-Abbès se déplacera chez le CR Belouizdad. Non concerné par une compétition continentale, le Chabab accueillera l'USMBA dès le 15 avril, dans son stade fétiche du 20-Août 1955, alors que le Doyen, qui est toujours en lice dans la coupe de la Confédération, devra attendre le 22 du même mois pour en découdre avec l'Aigle noir.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Premier du genre

Salon international du textile et de la mode à Oran

LE SALON international du textile et de la mode «Textile-expo» s'est ouvert hier au Centre des conventions d'Oran (CCO) «Mohamed-Benahmed», avec la participation de 150 exposants nationaux et étrangers. Cette manifestation enregistre la présence de plus de 40 entreprises algériennes des secteurs public et privé, aux côtés de 80 exposants de la Tunisie, du Portugal, de l'Italie, de la Turquie, de la Chine, de l'Inde et des Etats-unis d'Amérique (USA), selon les organisateurs. Dans une déclaration à la presse, le wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, a rappelé que le secteur des textiles est une des branches prioritaires par le code de l'investissement et que les pouvoirs publics s'attendent à relancer cette activité. Ce salon, organisé sous le patronage du ministère de l'Industrie et des Mines et la wilaya d'Oran, a pour objectifs de faire connaître le produit national et d'offrir un espace d'échange d'expériences entre les professionnels algériens et leurs homologues étrangers sur l'évolution du secteur de l'industrie du textile, en plus d'avoir une idée sur le savoir-faire des étrangers dans les domaines du textile, du cuir et de la mode, selon la

même source. Il met en exergue des produits du textile et du cuir, le prêt-à-porter, des matières premières, du matériel et des accessoires, en plus des services dont ceux des assurances, des banques et des centres de formation. Le programme de ce rendez-vous économique comporte également l'animation de conférences par des experts et spécialistes abordant l'innovation dans le domaine du textile, les solutions technologiques dans les filières du textile, du cuir et de l'habillement, les derniers cris de mode, le partenariat et la complémentarité entre l'Algérie et la Tunisie dans les secteurs du textile et l'habillement, les entreprises naissantes et les innovations dans le secteur. Les fêtes de la mode seront au rendez-vous avec l'organisation d'un défilé de mode en présence de stylistes et modélistes algériens et étrangers. Cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 5 avril, est organisée par la Sarl «CG Com Event» en collaboration avec la chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) et l'Union nationale des travailleurs du textile et du cuir affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta). **Lilia A.**

Ouverture prochaine du premier centre à Tissemsilt

Les enfants autistes pris en charge

UN CENTRE de prise en charge des enfants autistes, le premier du genre, ouvrira bientôt ses portes à Tissemsilt, a-t-on appris hier du commissaire de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), initiateur du projet. En marge de «portes ouvertes» à l'occasion de la Journée mondiale des enfants autistes, Abdelkader Guerroudj a souligné que ce centre est réalisé avec le concours de la Direction de l'action sociale et de solidarité. Il disposera d'un staff pluridisciplinaire composé de psychologues, pédagogues, sociologues, orthophonistes et généralistes. Il s'occupe des enfants autistes âgés entre 3 et 14 ans. Cette structure devra accueillir, dans une première

étape, une vingtaine d'enfants issus de familles nécessiteuses pour bénéficier des séances d'adaptation psychologique et sociale et de profiter des activités culturelles et de loisirs qui leur sont proposées. Abdelkader Guerroudj a ajouté que les activités de cette structure permettront de recenser le nombre exact des enfants autistes de la wilaya. Les «portes ouvertes», organisées hier au centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux du chef-lieu de wilaya, ont comporté des expositions d'affiches et de photos mettant en exergue les efforts de l'Etat en matière de prise en charge sociale et sanitaire des enfants autistes. **L. O.**

Accidents de la route

Cinq morts et deux blessés près de Laghouat

CINQ personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu hier dans la région d'El Milak près de Laghouat, selon les services de la Protection civile.

Le drame s'est produit sur la route nationale RN-23, à 18 km au nord de Laghouat, suite à une collision entre trois véhicules, causant la mort sur place de cinq individus, tandis que deux autres ont été blessés, a indiqué à l'APS le lieutenant Nakmouche Walid.

Les corps sans vie ont été évacués vers la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) Hmida-Ben-Adjila du chef-lieu de wilaya vers lequel ont été également transférés les blessés, selon la même source. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de l'accident.

APS

Librairie Chaïb Dzaïr de l'ANEP

Abderrahmane Khelifa présente «Tlemcen»

LA LIBRAIRIE Chaïb Dzaïr de l'ANEP convie le public à une présentation de l'ouvrage «Tlemcen» (ED. Dalimen), par son auteur Abderrahmane Khelifa, suivie d'une vente dédicace le mardi 4 avril 2017 à partir de 15h à la librairie Chaïb Dzaïr, sise 1, avenue Pasteur - Alger-Centre.

Communiqué



Louis

Djalou@hotmail.com

Elle prétendait être une proche de hautes personnalités

Une femme escroc arrêtée à Boumerdès

■ Cette femme, une récidiviste, a noué des relations avec des personnes établies à Boumerdès, en prétendant être magistrat, nièce de l'homme d'affaires Issad Rebrab...

Par Mohamed B.

Les services de la Sûreté de wilaya de Boumerdès ont inculpé une femme qui prétendait être une proche de hautes personnalités politiques, des affaires et des finances, pour escroquer ses victimes, ont fait savoir avant-hier les services de la Sûreté de wilaya. Selon le chargé de l'information de la Sûreté de wilaya, le sous-lieutenant Krimo Touati, cette femme, âgée d'une trentaine d'années, originaire de Tizi-Ouzou, a été arrêtée dans un hôtel de la ville de Boumerdès en possession de dossiers administratifs appartenant à sept victimes, et ce, pour «escroquerie par usurpation d'identité». Il a ajouté que cette femme, une récidiviste, a noué des relations avec des per-

sonnes établies à Boumerdès, en prétendant être magistrat, nièce de l'homme d'affaires Issad Rebrab qui, disait-elle, prévoyait de grands investissements dans la wilaya de Boumerdès, dans les secteurs de l'hôtellerie, l'entrepreneuriat et le bâtiment. La prévenue a réussi à escroquer des promoteurs immobiliers et autres intermédiaires d'une somme de 900 000 DA, en affirmant que c'est à titre de prêt, car, leur disait-elle, elle n'avait pas la somme en cash en vue de la verser aux propriétaires des terres que l'homme d'affaires en question comp-

tait acheter. L'inculpée avait escroqué des malades de wilayas voisines, leur faisant croire qu'elle était «une proche d'une personnalité très connue du pouvoir et qu'elle pouvait leur obtenir des prises en charge à l'étranger, en contrepartie de sommes d'argent». Présentée devant le procureur de la République près le tribunal de Boumerdès, la mise en cause a été mise en détention sous les chefs d'inculpation d'escroquerie avec usurpation d'identité, et usage de l'identité de juge afin de promouvoir un projet prétendu à la création. **M. B.**

Contrôle des prix dans les marchés durant le ramadhan

Plus de 700 agents de contrôle mobilisés à Alger

PLUS de 700 agents de contrôle seront mobilisés à l'occasion du mois de ramadhan au niveau de tous les marchés de proximité et communaux de la wilaya d'Alger en vue de stabiliser les prix et préserver le pouvoir d'achat du citoyen, a fait savoir, hier, la Direction du commerce de la wilaya d'Alger. «La direction mobilisera, en coordination avec les services communaux et de sécurité, 750 agents de contrôle dont des agents spécialisés dans les enquêtes économiques, les prix et la répression de la fraude, au niveau des marchés de la wilaya d'Alger à partir de 8h00 jusqu'à leur fermeture, en vue de stabiliser les prix», a indiqué le représentant

de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, El Ayachi Dehar. Il a ajouté que les agents mobilisés travailleront jour et nuit durant le mois sacré, relevant que tous les congés seront annulés durant le mois de ramadhan car les agents travailleront durant toute la semaine y compris les vendredis. Ces agents procéderont à des opérations intensifiées de contrôle des produits alimentaires périssables tels que les viandes blanches et rouges et les produits laitiers, a-t-il encore ajouté, précisant que ce programme de contrôle débutera 20 jours avant le mois sacré de ramadhan.

Yasmine D.